1 Humani Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous! QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi 2 mars 1977

No 636

1.50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

> Commission paritaire No 57952

CES PAILLERON

un proces sans LES PRINCIPAUX COUPABLES

Tout le monde se souvient du tragique incendie qui fit de nombreuses victimes parmi les élèves du CES Edouard Pailleron à Paris. Mercredi doit se tenir le procès intenté par les familles des victimes, regroupées en association. Pour ces familles, l'objectif poursuivi, c'est la mise en accusation et la condamnation pour faute grave. ayant entrainé la mort, de tous les véritables responsables, c'està-dire les adultes inpliqués dans la construction du dit CES.

En effet, celui-ci avait brûlé comme du cartonpate en quelques secondes, car les matériaux utilisés pour sa construction ne correspondaient nullement aux

normes fixées par la légis- est complètement terminée. lation en la matière.

Et pourtant, malgré des assurances données précédem-L'instruction à ce sujet

fouent les règles élémentaires (dans les usines, les chantiers ou les logements)



REUNION-DEBAT

avec les communistes marxistes-léninistes de L'HUMANITE ROUGE du nord de Paris

mars 1977 20h30

MJC 16, rue Georgette Agutte métro Guy Moquet

- Interventions
- **OChorale**
- O Montage diapos
- ODébat



NI PLAN BARRE **NI PROGRAMME COMMUN!**

ABSTENTION AUX MUNICIPALES

ment, les 9 responsables de la construction ne seront pas au banc des accusés.

Déjà, à deux reprises en juin et en octobre 76 le procès avait été reporté car il n'était question que des 2 enfants qui sont accusés d'avoir provoqué l'incendie.

Les avocats des familles victimes refusent dans ces conditions de plaider lors de ce simulacre de procès qui doit se tenir mercredi:

En dissociant le cas des enfants incendiaires de celui des constructeurs fautifs, la justice entend escamoter la mise en accusation de la société fondée sur la recherche du profit maximum.

En traitant des gosses comme des criminels par nature, la justice cherche à blanchir un système d'éducation qui opprime les enfants du peuple et à éviter de poser la question des conditions d'existence qui poussent certains gamins à des actes de délinquance.

D'un autre côté, ne faisant pas comparaitre ceux qui construisent des CEScercueils, le tribunal tente de soustraire à la colère des connaissance de cause, ba- l çais à l'aide de la réaction

sacrifient des vies humaines sur l'autel du profit capi-

(Voir article p.3)

REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'OUA

PREMIERES **DECISIONS** POUR L'UNITE CONTRE L'IMPERIALISME

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) réuni à Lomé (TOGO) a rendu publiques lundi ses premières résolutions.

Elles concernent notamment les relations Israël-Afrique du Sud et Rhodésie, l'agression armée contre le Bénin, le problème des Comores et les relations sportives avec l'Afrique du Sud.

Sur le premier point, le Conseil «condamne fermement l'alliance entre Israel et les régimes racistes d'Afrique du Sud et du Zimbabwe» et invite les État membres de l'OUA à «la vigilance face au défi que constitue cette alliance».

La seconde résolution «condamne énergiquement» l'agression contre la République populaire du Bénin et appelle à la solidarité avec ce pays lors des prochains débats sur cette affaire au conseil de sécurité de l'ONU.

Sur les Comores, le Conseil à décidé qu'une «stratégie et des moyens d'actions concrets susceptibles de permettre la libération rapide de Mayotte» seront élaborés pour être coumis au prochain Sommet des chefs d'État de l'OUA.

Enfin, le Conseil a réaffirmé sa «ferme condamnation» de tous les pays et organisations qui entretiennent des relations sportives avec l'Afrique du Sud et a appelé tous les États membres au boycottage de toutes les compétitions auxquelles participeraient des pays - tel la Nouvelle Zélanentretenant des relations sportives avec Prétoria.

LA TABLE RONDE SUR DJIBOUTI

UN COMMUNIQUE ELUNEGA

Alors que s'ouvre à Paris ces jours-ci la «table ronde» sur le statut de Djibouti, nous avons recu un communiqué de l'Union Nationale des Étudiants de la côte Afar-Somali. Nous en publions ici de larges extraits.

Aujourd'hui la situation qui prévaut en Côte Afar-Somali se caractérise par l'accroissement de la répression et de la misère (chômage accru, pénurie des denrées alimentaires, montée en flèche des prix, etc.) qui frappent notre peuple d'une part et la fin de la mise en place d'un pouvoir néo-comasses ceux qui, en toute | lonial par l'impérialisme fran-

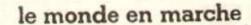
En effet, le colonialisme français, dans sa stratégie de perpétuer la domination sur notre sol, joue sur le carcan d'une pseudo-rivalité de la réaction locale.

A l'heure où il voudrait faire passer ses intérêts à Djibouti sous les coups des «accords» avec une partie de la réaction locale (Ligue «Populaire Africaine pour «l'Indépendance» (LPAI) ; bloc parlementaire ; F«L»CS et consorts) ; parallèlement il multiplie les mêmes manœuvres de domination à l'aide de l'autre fraction de la réaction (Mouvement «populaire» de «Libéra-

tion», MPL; UN«I», parti Ali Aref et consorts).

C'est ainsi que d'une part il crée et développe une tension de guerre civile auprès des masses populaires, et d'autre part, colporte le spectre de l'annexionisme somalien et éthiopien. Les dernières manifestations de provocation organisées coude à coude par le M«PL» et l'UN«l», s'inscrivent dans cette stratégie qui vise à justifier et garantir l'armée d'occupation en particulier et les intérêts des impérialistes dans notre pays et la région en général.

(Suite p.2)





Tunisie

Grèves et manifestations étudiantes dans tout le pays

Devant la crise de l'Université et devant son isolement dans le mouvement étudiant, le pouvoir destourien va recourir de plus en plus à la répression directe. Cette politique se concrétise par des réformes réactionnaires de l'Université (réforme des structures, décentralisation, sélection) par la tentative de liquidation du mouvement syndical estudiantin anti-impérialiste et le développement d'un appareil répressif direct par la présence permanente des vigiles à l'université.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les derniers événements qui viennent de secouer la Tunisie.

Dans le cadre de la commémoration du Glorieux mouvement de février 1972 le mouvement étudiant a mené une campagne de mobilisation par l'intermédiafre de ses structures provisoires (le CUP-UGET).

 Début février : meeting central au campus universitaire, malgrél'encerclement.
 du campus par les BOP (Brigades d'Ordre public) et le mauvais temps (pluie), plus de 4 000 étudiants participaient au meeting.

 Pendant le week-end du 17-20 février, la mobilisation a continué dans les cités et les restaurants universitaires.

 Le samedi 19 : à la cité Bardo II, des étudiants ripostent aux attaques des vigiles. Bilan : un vigile aurait été éborgné.

Le 21 février, lundi après-midi, au restaurant universitaire «Errabta», plus de 500 étudiants des facultés de lettres et de médecine réunis en Assemblée générale, dénoncent la politique répressive et appellent à une mobilisation active contre les vigiles.

- Le même jour, le 21. à 23 heures, la cité Bardo II, habitée par des nouveaux bacheliers, a été encerclée en grand silence par les forces répressives, BOP, bloquant toutes les issues de la cité. Une brigade de 200 policiers équipés d'un matériel tout neuf (cette brigade est utilisée pour la 1 ere fois), a reçu l'ordre de prendre la cité d'assaut:

L'effet de surprise a été total. Jusqu'à 2 li du matin les BOP ont donné libre cours à leur agressivité poursuivant les étudiants jusqu'à leur chambres, en passant par la cafétéria et les salles de travail.

Bilan : plusieurs blessés dont six très graves, il y aurait un mort : Bannour Kilani Bannour. Un étu-

diant s'est jeté par la fenétre de sa chambre en fuyant les matraques des BOP, il a été hospitalisé d'urgence ; son état est très grave.

L'indignation est totale, le mouvement étudiant se mobilise pour se défendre. Des résidents ont été renvoyés de la cité et d'autres étudiants se sont vus retirer leur bourse.

 Le mardi, 22 février,
 l'université de Tunis se met en grève. Le mouvement s'étend à toute la Tunisie : Sfax, Sousse, Monastir, Gabès etc.

- Jeudi 24 février, la riposte est générale et de masse ; des milliers d'étudiants et d'ouvriers descendent dans les rues de Tunis pour protester contre la politique répressive du régime. Ils organisent plusieurs manisfestations éclair essentiellement dans le centre de Tunis et les quartiers poputaires de la capitale : Bab Souika, Place Barcelone, Av. Bourguiba, Bab Bhar (Porte de France), marché Sidi El Bahri (Bab El Khadhra). Cette tactique de manifestation en plusieurs points a obligé les BOP à se diviser en groupes mobiles de 100 à 200 policiers.

Les manifestations ont duré de 11 h du matin jusqu'à 15 h de l'aprèsmidi, l'affrontement a été continu et très violent.

Les étudiants se sont défendus en ripostant massivement en utilisant les matériaux des chantiers qui se trouvaient à proximité des lieux des affrontements. plusieurs voitures de polices ont été mises en pièces, le Centre culturel américain a été attaqué à coups de barres de fer et sérieusement endommagé.

La police a utilisé un matériel nouveau : les chars antiémeute (Half-Track), offerts par les impérialistes allemands dans le cadre de la «coopération technique».

Les manifestations se sont terminées par un rassemblement de 1 500 à 2 000 personnes à l'Avenue de Londres.

Plusieurs mots d'ordre ont été scandés : «Bourguiba méprisable, vient voir les masses», ««Six morts sous les matraques», «Nous sacrifions notre sang pour toi notre peuple», ainsi que d'autres mots d'ordre contre Tabar Bel Khouja, ministre de l'Intérieur.

Les arrestations se comptent par dizaines, le régime n'a reconnu que 36 arrêtés dont 23 seraient libérés.

L'Université tunisienne reste en gréve à Tunis et à l'intérieur du pays.

Le Parti communiste de Suède dénonce la Conférence de Belgrade

Le Parti communiste de Suède vient de publier une déclaration dénonçant la Conférence qui doit se tenir cet été à Belgrade en vue d'examiner l'application de l'«Accord sur la sécurité en Europe» signé en 1975 à Helsinki.

Il affirme à cette occasion :

«Les supergrands ont profité de cette Conférence pour endormir les peuples européens et couvrir leurs préparatifs de guerre. Convoquée par eux, la Conférence visait à entretenir un faux sentiment de sécurité chez les peuples européens et à préparer la guerre derrière un écran de fumée.

»En Suède comme dans le reste du monde, dit la déclaration, deux voies s'offrent aux peuples européens face à la menace de guerre engendrée par la rivalité des deux supergrands : prendre celle du compromis avec eux, notamment avec les sociaux-impérialistes, ou tirer les leçons de la seconde guerre mondiale et refuser la politique d'apaisement avec les fauteurs de guerre».

Le Parti communiste de Suéde note en conclusion que le peuple doit redoubler de vigilance devant les sociauximpérialistes et que tous ceux qui sont susceptibles d'être unis doivent se regrouper dans le Front mondial contre les supergrands.

A propos de la table ronde sur Djibouti

Communiqué de l'UNECAS

(Suite de la p.1)

C'est dans cette situation que le colonialisme français tient sous sa houlette une «table ronde» à Paris à laquelle participe la réaction locale (LPAI, Bloc parlementaire, FLCS, etc.).

En effet, le but de cette rencontre entre l'impérialisme français et ses serviteurs zélés est d'établir dans notre pays les véritables structures de domination dans tous les domaines sous la couverture d'accords de coopération.

Sur le plan militaire, il s'agit de maintenir sa base militaire (la plus grande stationnée dans les colonies françaises) pour réprimer notre peuple en lutte et contrôler toute la région afin de sauvegarder les intérêts impérialistes contre la volonté des peuples en lutte.

Sur le plan économique et politique, accentuer la dépendance à l'égard de la métropole impérialiste.

Face à toutes ces manœuvres, notre peuple ne sera pas dupe et saura distinguer l'indépendance véritable et authentique d'une indépendance néo-coloniale, déjouera toutes les manœuvres du colonialisme de la Révolution Nationale Populaire et Démocratique, seule solution pour l'anéantissement effectif de la domination étrangère.

Zimbabwe

MANŒUVRES DES DEUX SUPERPUISSANCES CONTRE LES PATRIOTES AFRICAINS

Le premier ministre Rhodésien, lan Smith, ne sait manifestement plus à quel saint se vouer pour tenter de sauvegarder les privilèges des racistes blancs en Rhodésie. En même temps qu'il annonce un «assouplissement» des lois raciales en vigueur, en particulier de celle qui partage les terres du pays de façon égale entre 280 000 blancs et six millions de noirs, il annonce de nouvelles mesures de convocation des réservistes pour étoffer son armée sérieusement étrillée par les coups des combattants africains.

Tout en affirmant contre toute évidence que les patriotes africains ne «contrôlent pas un mêtre carré du pays», il affirme «par souci de réalisme» qu'il faut envisager la possibilité de sabotage sur la voie ferrée qui relie la Rhodésie à l'Afrique du Sud en passant par le Zimbabwe.

Tout en protestant vertueusement de son désengagement dans la question Rhodésienne, l'impérialisme américain accélère la construction en Rhodésie de trois nouvelles bases aériennes.

Smith a lui-même reconnu que ces bases devaient servir à «écraser le mouvement de guerilla», la lutte de libération des patriotes Zimbabwe.

L'URSS s'active beaucoup de son côté. Des tractations commerciales viennent de se dérouler ces jours-ci entre elle et le gouvernement Smith pour accélérer la conclusion de nouveaux contrats. De même les révisionnistes Tchécoslovaques négocient des accords pour se faire livrer des minerais en provenance de Rhodésie, ce qui entraine ce commentaire récent d'un journal Kényan : «L'URSS fait grand tapage sur le soutien du Zimbabwe mais en fait elle s'oppose à cette lutte.»

Cela n'empêche pas celle-ci de connaître actuellement un grand essor : la semaine dernière plus de 1 000 étudiants Zimbabwe ont quitté les écoles du régime raciste de Smith pour s'engager dans la lutte de libération sous la direction de l'armée populaire du Zimbabwe (ZIPA).

Il y a deux semaines, 350 d'entre eux avaient déjà rallié le maquis.



nouvelles intérieures

LES ELECTIONS MUNICIPALES Augmentation de l'indemnisation **GRENOBLE**

IL ETAIT UNE FOIS VILLENEUVE

Villeneuve: 10 000 habitants. Quartier «expérimental» pensé par un groupe de sociologues, pédagogues, psychologues et autres démagogues de la mairie «socialiste» de Grenoble.

Une expérience qui démarre en 1971 et pour laquelle il faut des cobayes :

Qui sont-ils ces habitants? D'abord un noyau de bourgeois-intellectuels de type écologiste, qui choi-«chouette, sympa, décontract, et tout et tout» ; un autre groupe d'intellectuels progressistes; des retraités ; et surtout des familles de travailleurs avec un fort pourcentage d'immilà parce qu'ils n'ont pas le choix. Pour cette fameuse expérience, il faut aussi, n'importe comment, et des la mairie.

observateurs qui observent ceux qui animent et ceux qui sont animés.

Toute cette belle orchestration doit, d'après les penseurs débiles, donner une -Villeneuve exemplaire qui sera la joie et la fierté de la mairie «socialiste», un ilot de bonheur où les enfants en l'occurrence, des habi- s'épanouiront gentiment auprés des personnes agées heureuses, et des adultes bien équilibres (selon les normes en vigueur) qui utiliseront tous en cœur, et raisissent ce cadre de vie sonnablement, les équipements, les géreront eux-mêmes (un petit peu, pas trop) imprimeront des petits journaux gentillets du style : «Ah! ce qu'on est heureux dan notre Villeneuve bienaimée, merci monsieur Dugrés qui viennent habiter bedout, notre maire préféré, vive le Parti socialiste, vive le Programme commun, etc.

Mais voilà, ça ne s'est pas bien sûr, des animateurs qui passé du tout selon les animent n'importe quoi, plans des bons penseurs de

Des enfants libres qu'ils disaient ! des adultes conscients! des retraités profitant pleinement de leur (maigre) retraite ! des écoles ouvertes, et des activités qui répondent aux besoins de

Or, les habitants qui avaient des besoins correspondant aux normes prévues c'était comme par hasard les bourgeois cultureux « détente - nature- petits oiseaux» souvent proches parents ou amis des penseurs eux-mêmes. Et ces besoins c'est principalement le tissage, la poterie, la guitare, les ballades, l'expression culturelle, et toutes ces agréables occupations bourgeoi-

Mais les travailleurs, eux, ils travaillent, contrairement à ce que pensent les penseurs ; et leurs besoins c'est d'abord de joindre les deux bouts avec leur maigre salaire, et ensuite se reposer des qu'ils rentrent du bou-

Quant aux enfants, tant de liberté d'un coup, quelle aubaine quand on ne sait pas encore qu'il n'y a pas de liberté dans le système capitaliste. Alors on se défoule et on gribouille, et on dévale les buttes avec les chariots de Carrefour, des patins à roulettes, des vélos, et on s'amuse à épouvanter les retraités qui, eux, ripostent en jouant les croquemitaines et en passant leurs loisirs à engueuler les bambins - joyeuse ambian-

Les années passent : et passent les penseurs, les observateurs, les animateurs, décus de voir que leurs cobayes n'ont pas du tout les réactions qu'ils auraient dû avoir selon les prévisions officielles :

Certains utilisent l'atelier-affiches pour faire des tracts sur le thème : «faisons la gréve des loyers... le pouvoir aux travailleurs... Palestine vaincra». D'autres le labo-photo pour faire des montages sur les luttes dans les usines, ou bien la bibliothèque pour discuter ou s'engueuler. Il y en a qui se désintéressent du quartier. D'autres le fuient. Les enfants des travailleurs immigrés piégés dans la Maison de quartier se révoltent violemment contre des équipements réservés aux bourgeois : les privilèges sont toujours dans les mêmes mains et ils le savent bien.

La culture, l'enseignement, la fac leurs sont réservés à ces privilègiés. Pour eux, les immigrés, les enfants immigrés qui, ne parlant pas français dans leurs

DE LA POUDRE AUX YEUX QUI NE PARVIENT PAS A MASQUER LA REALITE

du chômage partiel:

Un accord portant sur l'augmentation de l'indemnisation du chômage partiel a été signé vendredi dernier par le patronat et ces messieurs les représentants de la CGT, de la CFDT, de FO et autre CGC et CFTC.

Mais en quoi consiste cet accord ? Essentiellement sur un passage de 8,40 F à 8,60 F de l'heure chômée, c'est-àdire une augmentation de 2,4 %. Il y en a qui ne sont vraiment pas génés...

D'autre part, en même temps que l'on apprenait cette nouvelle on en apprenait une autre qui n'est peut-être pas sans rapport avec la première. Cependant que l'on mêne le battage et que chacun, de Ceyrac à Séauv se réjouit de cette fructueuse coopération, on apprend que, suivant l'exemple de la sidérurgié Lorraine.

où la situation va encore empirer, la SNIAS et Berliet viennent d'annoncer des mesures de chômage partiel.

Pour la SNIAS, il est déjà prévu une réduction de 20 jours pour l'année 1977 afin de répondre au ralentissement de la production de l'Airbus (Il ne se vend pas).

En ce qui concerne Berliet, une première période de cinq jours a déjà été annoncée pour avril. Dans la sidérurgie, de nouvelles mesures ont encore été prises comme à USINOR.

Il y a aujourd'hui 250 000 chômeurs partiels et ce chiffre ne cesse d'augmenter. C'est encore un moyen que la bourgeoisie a trouvé pour faire payer sa crise par la classe ouvrière. Elle ne retire que des bénéfices à ce système. En effet, il permet de moduler l'emploi et le travail manière à ce que le «rendement», donc le taux de profit, soit le plus élevé possible.

Pour les travailleurs, le chômage partiel, c'est souvent des diminutions de plus de 25 % du salaire, Pour les ouvriers de chez Berliet, par exemple, leur nalaire va être diminué de plus de 40 % pendant trois semaines. De même que l'on ne négocie pas les licenciements, il faut refuser toute mesure de réduction d'heures non payées intégralement.

Les travailleurs ne sont pas responsables du chômage partiel, ce qu'ils exigent c'est le paiement complet de leur salaire et non pas 20 centimes «d'indemnisation supplémentaire», comme l'ont fixé les patrons et les directions syndicales.

CES Pailleron

Les vrais responsables toujours épargnés

Mardi s'ouvre à Paris le procès des deux jeunes accusés d'avoir mis le feu au CES Pailleron. On se souvient des détails de l'affaire. Le 6 février 73, le CES Pailleron prenait feu. Un quart d'heure après il n'en restait pratiquement plus rien.

Un bâtiment neuf qualifié du nom pompeux de «type industriel modulaire en matériau léger» était détruit en quelques minutes, faisant 20 morts dont 16 enfants, et tout ce que la justice bourgeoise trouve à faire c'est d'inculper deux jeunes élèves, agés à l'époque de 14 et 15 ans. L'un d'entre eux est accusé «d'homicide volontaire» et l'autre de «complicité». Ils risquent 20 ans de prison.

en arrivent au point de met- l'Éducation nationale» tre le feu à leur salle de classe, parce qu'ils en ont marre... c'est un acte d'accusation de l'école capitaliste !

Qu'une école de 4 étages brûle en 15 minutes, c'est un acté d'accusation contre les conditions de sécurité dans les bâtiments publics ! Que les flics dispersent par la violence les manifestations de parents qui demandaient que l'on châtie les vrais coupables, c'est un acte d'accusation contre la police et la justice bourgeoises!

Nous sommes aux côtés de ces parents de victimes qui luttent depuis 4 ans pour que soient «reconnues les véritables responsabilités celles des architectes, des entrepreneurs et des responsables des constructions

Que deux jeunes élèves scolaires au ministère de

Il est vaguement prévu un proces de ces vrais responsables... mais, là, l'instruction n'est pas terminée, l'inculpation est «d'homicides et de blessures involontaires» !

De plus comme le souligne l'Association de parents, «dissocier les deux affaires permet d'exciter l'opinion publique contre les mineurs et d'éterniser par contre jusqu'à l'oubli la responsabilité du ministère et des constructeurs».

c'est celui du système capitaliste qui au nom du profit construit des écoles en carton dans lesquelles on inflige à des jeunes une «éducation» qui fait des fils de travailleurs des chômeurs ou des «déclassés».

Le procès qui est à faire

familles sont sans cesse en retrait dans l'école bourgeoise libérale, la SES (section d'enseignement spécialisé) enseignement réservé aux jeunes dont le quotient intellectuel est inférieur à la moyenne (je cite les psychologues).

«Que faire» se disent les penseurs du Parti socialiste français, scandalisés : «On ne va tout de même pas laisser notre chef d'œuvre aux mains de ce tas de révolutionnaires»

Alors on ferme aux habitants l'atelier-affiches, on ferme le labo-photo.

On ferme tout demiérement la bibliothèque et la discothèque après avoir auparavant sauvé la vidéogazette en la transportant à «Grand'Place», cet autre

chef d'œuvre d'autres penseurs de type Programme commun qui ont réussi le tour de force de concentrer le plus de commerces possibles, le plus près possible de Villeneuve avec le plus possible de publicité pour convier le plus possible de prolétaires à venir dépenser le plus possible leur salaire.

Voilà na!

Vous n'aurez plus rien, ingrats. Vous n'aurez plus qu'une cité-dortoir, ça vous apprendra à ne pas être des moutons de Panurge et à nous gacher notre beau gad-

On vous laisse encore un petit sursis jusqu'aux élections municipales, le temps que quelques-uns votent pour nous (vous nous devez bien ça), aprés vous verrez... nos petits copains révisionnistes viendront nous aider et on vous serrera la vis (et ils s'y connaissent, croyeznous) et vous n'aurez plus qu'à travailler, consommer et vous taire.

Ainsi finit l'histoire d'un quartier «expérimental» de Grenoble où une mairie irresponsable, dite de gauche, a gaspillé des centaines de millions de frans (l'argent des contribuables) en équipements, postes, réalisations (dites artistiques) inutiles pour finalement enlever aux habitants ce qu'elle avait fait semblant de leur donner : un pouvoir que seule, et où que ce soit, la bourgeoisie de droite ou de gauche, monopolise, un pouvoir qu'un jour les travailleurs lui arracheront, à Villeneuve comme ailleurs.



la France des luttes

Doux Pedernec (Bretagne)

TROIS ANNEES DE LUTTE

L'abattoir de volailles de la SA Doux de Pédernec (près de Guingamp) compte 100 salariés dont 1 directeur, deux contremaitres et une secrétaire. Les ouvrières et les ouvriers (majorité de femmes) sont pour la plupart jeunes et sans qualification, fils et filles de petits-paysans et d'ouvriers et presque tous bretonnants.

Le groupe Doux compte 4 usines (Pédernec, Plouray, Port Launoy et Chantonnay). Seuls Pédernec et Chantonnay compte des syndicats (CFDT et FO-Pédernec). La direction est entre les mains du vieux Doux et de ses 2 fils, anciens colons en Afrique du Nord, au passé lourdement chargé. Ils ont été très souvent condamnés pour fraudes en tous genres, répression antisyndicale, etc. En un mot, ce sont des patrons de choc, comme leurs confrères : les Bourgoin, les Quéré, les Tilly, les Le Maux qui depuis plusieurs décennies exploitent impitoyablement les ouvriers bretons.

des choses ont change, depuis que les ouvriers de l'abattoir de Pédernec engagérent une longue lutte de 5 mois contre leurs exploiteurs. Aujourd'hui on peut dire que presque tous les abattoirs de volailles de Bretagne, et ils sont nombreux, ont connu à des degrés divers des luttes, dont la plus impitoyable fut celle de la «Chaillotine» à Corlay, puisque le patron fit virer tous les grévistes.

MALGRE LES NOMBREUSES DIFFICULTES ...

De mai 1974 à février 1977, une lutte sourde et tenace oppose à Pédernec les militants CFDT à leur directeur Garel et aux Doux. Une lutte marquée de hauts et de bas, car après la grève de 73-74, presque tous les grévistes furent virés et les patrons dominérent presque en maitres absolus

Une poignée d'ouvrières et d'ouvriers continuérent la lutte, malgré la répression, malgré le découragement.

Plus personne ne suivait. Cependant certains délégués persévérent animés du désir «de servir las masses et non de se servir des masses» comme d'autres le font.

lis ne purent compter sur l'UD-CFDT et ses ténors, qui une fois la grève terminée s'en allérent parader ailleurs, et emprunter le chemin du réformisme et de la trahison de classe. Ils compterent donc sur leurs propres forces et utilisèrent pour forger une ligne juste leur expérience propre et celles des autres syndiqués qui se tenaient à leurs côtés.

... LA LUTTE EST PAYANTE.

Depuis le second trimestre 1976, les efforts déployes sont payants. la grogne générale gagne l'abattoir, les ouvriers s'unissent sur une revendication d'importance : ne pas tra-

Mais depuis 1973, bien vailler le samedi. Une première victoire est acquise. En septembre 1976, les ouvriers recoivent une augmentation horaire supérieure aux revendications !.... La direction lâche du lest car les « affaires sont excellentes». En décembre, elle donne une rallonge sur la prime de fin d'année. Les licenciements individuels sont mis à l'ordre du jour par la CFDT. Le syndicat demande des explications. Le pouvoir du directeur et des contremaitres est remis en cause, on a même vu des affrontements physiques en 76 contre le directeur.

> Enfin vendredi 11 février, les ouvriers de «l'accrochage» débrayent spontanément, avertissent les délégués et vont au bureau demander qu'un septième ouvrier les aident au «pont» car ils ont 950 poulets à la chaine à l'heure ! et ils n'y arrivent plus. Garel refuse. Pendant ce temps une quarantaine d'employés débrayent par solidarité à la «tuerie», à «l'emballage». La surprise est générale. Mais un certain nombre de travailleurs continuent à bosser. Le ton monte et les grévistes bloquent bientôt la chaine. Après 2 heures d'arrêt, la direction cède. Un septième gars est mis sur le «pont». Les grévistes sont regonflés et le soir le bilan est tiré de cette lutte, cependant que des points noirs persistent. Garel vient en effet de monacer de licenciement 2 délégués pour s'être absentés de l'usine pendant le débrayage. Mais le prétexte est illégal, l'Inspection du travail le confir-

LA LUTTE EST LOIN D'ETRE TERMINEE

Mercredi 10 février a lieu la réunion des délégués du personnel et du CE avec la direction, dont l'un des grands patrons (revenu à la hate des USA selon lui !).

30 % d'augmentation sont obtenus. Les conditions de travail sont examinés : cadences, etc. et un certain nombre de menaces sont proférées, notamment des délégués sont accusés de faire de la «politique». Le mot est láché. Défendre les ouvriers, lutter classe contre classe c'est de la politique, mais oui, nous ne l'avons jamais caché. Répondre aux aspirations révolutionnaires des masses c'est de la politique. Mais oui. Le reste : le Parlement, les mairies, les «négociations», les ministres c'est aussi de la politique, mais c'est la politique de la bourgeoisie de droite comme de « qauche». La nôtre c'est la lutte sans merci contre le capital exploiteur. C'est l'opposition IRREDUCTIBLE des travailleurs face à la bourgeoisie.

Mais chez Doux, la lutte est loin d'être terminée, elle doit s'amplifier contre

tous les licenciements individuels, les cadences infemales, les horaires interminables

- les bas salaires (salaire moyen mensuel entre 1 300 et 1 800 F), les brimades, les insultes, la répression.

- construire un syndicat de masse et de classe unir l'ensemble des ouvrières et ouvriers, la satisfaction des revendications essentielles

sur les salaires et les condi-

tions de travail, le respect

de la dignité des travailleurs. Correspondant HR Sur les problèmes de l'emploi

Les grandes manœuvres anti-ouvrières des états-majors syndicaux

A Toulouse, et dans tout le Midi-Pyrénées, le chômage est très important : 29 000 en Haute Garonne, 65 000 dans le Midi-Pyrénnées.

A Toulouse même, 6 000 emplois ont été supprimés. par le biais des licenciements, mais aussi des pré-retraites, de la non-embauche, des mutations.

Déjà, la classe ouvrière a mené de durs combats : des grèves longues comme Badin, le Bâtiment, les Ateliers de la Haute-Garonne, Mas, des actions nombreuses à la CII, à la SNIAS... La colère monte et s'accumule.

Mais jusqu'à présent, les dirigeants syndicaux CGT, CFDT, et la CGT principalement car cette organisation est hégémonique dans la région, sont parvenus à dévoyer cette combativité.

Début février, Ceyrac est venu à Toulouse. Mais les dirigeants syndicaux ne voulaient pas trop effrayer ce représentant des patrons, la «gauche» doit savoir montrer ses responsabilités ! Résultat, un tract diffusé le matin même dans les usines. Très peu de travailleurs sont allés à la manifestation, se méfiant de plus en plus de ces manifs-promenade, de ces délégations auprès des patrons, etc.

La semaine suivante, une manifestation en voiture, pour recevoir Beullac. Le 24 février, nouvelle manifestation sur l'emploi : CGT, CFDT, FEN. 2 000 personnes, ce qui est faible une fois encore.

Mais voilà, aux travailleurs démoralisés ce soir-là, les dirigeants PC-PS expliquent que ce qui est déterminant, c'est le bulletia de vote

La manifestation leur aura permis d'amener des gens au meeting du soir de la «gauche». Pour ces messieurs, la seule issue pour combattre le chômage, c'est de porter la gauche

Dans l'immédiat, c'est la lutte classe contre classe, qui permettra de faire reculer les plans du patronat.

Correspondant HR

Raymond Boutons - Grenoble

Développer la lutte, c'est la seule voie de la victoire

les travailleurs sont en grève (trois semaines pour les laboratoires).

Ils sont en grève parce que leurs salaires sont trop bas pour faire face à la hausse incroyable et permanente du coût de la vie ; 83 % des ouvriers gagnent moins de 2 500 F par mois brut. 162 (sur 600) ouvriers. brut.

Cette politique des bas salaires pratiquée par le patron Raymond Boutons, est aggravée avec le plan Barre.

Les revendications por-250 F d'augmentation

générale 40 heures sans perte de salaire (l'horaire actuel

est de 41 heures). Suppression des iné-

La direction essaie d'intimider les travailleurs et de briser la grève : mise à pied de 60 travailleurs et présence d'un huissier en permanence.

Mais elle n'a pas entamé leur unité et le 23 février, à 9 h 45 décision est prise par les travailleurs et leurs sections syndicales CGT

Depuis plus de 15 jours, et CFDT de manifester dans le quartier Chorier-Berriat de leur usine et d'appeler la population à se solidariser avec leur lutte : un tract est rédigé et dis-

ibué.

de salaires de l'ordre de 1 800 F brut.

Sur les autres banderoles. 250 F pour tous, retour aux 40 heures, non au plan Barre.

Ils ont défilé autour du



Manifestation des ouvriers de Raymond Boutons le 23

Plus de 350 travailleurs étaient là, très offensifs et unitaires dans leurs mots d'ordre «Non au Plan Barre», «Raymond faut payer».

Deux ouvriers en tête de cortège portaient un panneau sur lequel étaient affichées une quarantaine de fiches

marché St Bruno où de nombreux habitants du quartier ont discuté avec

Des travailleurs qui procédaient à l'élagage des arbres ont même fait stopper le moteur de la tronçonneuse qui génait les mani-

festants dans leurs mots d 'ordre.

Il est à noter que le «travailleur alpin», journal révisionniste de la région signale en quelques lignes particulièrement insipides la lutte déterminée des exploités de Raymond Boutons avec un titre caractéristique du contenu : «Chez Raymond, hargne et ridicule de la direction ... » avec quelques détails insignifiants sur la grève.

Évidemment, les associés PC du Programme commun n'envisagent pas un instant que des travailleurs puissent arracher au pouvoir par la lutte des améliorations de leurs salaires en attendant de lui arracher le pouvoir lui-même. Puisque le PC ne veut envisager que la voie électorale il n'a désormais que mépris pour les travailleurs et leurs luttes, et les méthodes du patron Raymond seront les siennes dans un proche avenir, (Si les élections le portent au pouvoir) Cependant actuellement, chez Raymond, les travailleurs sont forts et unis comme rarement ils l'ont

Correspondant HR



Hôpital d'Alès Gard

Soyons offensifs!

Le jeudi 17/2, se tenait à l'hôpital d'Alés, une assemblée générale du personnel, convoquée par les 3 syndicats : CGT, CFDT, FO.

Le sujet de cette assemblée était le manque de personnel dans l'hôpital, conséquence de nombreux congés de maladies non rem-

Il y fut lu une motion proposée par les syndicats disant le mécontententement des agents devant cet état de choses, et demandant au directeur de bien vouloir y remédier.

Mais n'est-ce pas un peu trop gentil?

Quand on sait que le directeur de l'hôpital avait déjà répondu sur ce point, en disant qu'il ne pouvait résoudre le problème lui-même puisque l'obtention de crédits ne dépendait pas de lui.

Les patrons ressortent toujours cet argument : ce n'est jamais de leur faute, et si on leur présente toujours gentiment nos revendications, ils seront toujours désolés pour nous, mais... adressez vous plus haut !

Nous ne devons pas marcher dans cette combine. Il faut exiger nos revendications : il n'y a pas assez de personnel, et bien, organisons-nous : cessons le travail jusqu'à ce qu'on embauche (ce ne sont pas les demandeurs qui manquent...)

Nous avons une arme en or à l'hôpital : on a besoin de nous ; et bien, faisonsnous entendre, et l'on verra bientôt les directeurs, appeler au secours, leurs supérieurs, qu'ils n'avertissent pas, bien sûr, chaque fois qu'on leur porte une simple motion.

C'est qu'ils sont récompensés si leur personnel ne revendique pas trop.

Non à la collaboration Classe contre classe, défendons nos intérêts

Delecourt

Une lutte courageuse

Nous avons déià relaté (voir notre édition du 23 février) les conditions dans lesquelles les travailleurs immigrés de chez Delecourt, à Neuville-en-Ferrain, ont lutté pour obtenir à travail égal salaire égal.

Mais la photo ci-contre vaut mieux que toute description.

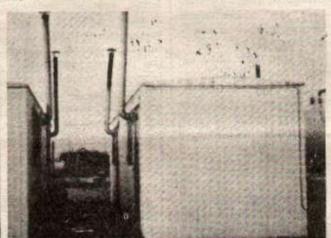
Partis en grève le 10 janvier, ils ont repris le 18 février, après avoir obtenu une prime équivalant à 40 heures (en attendant la mise en place du 13e mois). 1 % d'augmentation sur les 2 % prévus par l'accord d'entreprise, 10 F par enfant pour les pères de famille (en attendant l'affiliation

trahi : il s'agit des révisionnistes du faux Parti communiste français.

PCF : MANIPULATEUR

Le 23 janvier, «Liberté», quotidien du faux Parti communiste français pour la région, annonçait, sur plusieurs colonnes, la création d'une cellule chez Delecourt avec quinze adhésions. Cette publicité typiquement électorale fut à l'origine des réactions racistes et mal fondées à propos de ces «étrangers fauteurs de troubles», mais le scandale éclate quand on sait qu'il s'agit d'un faux, d'une machination sur le dos des grévistes.

En fait de «cartes», il s'a-



Conditions de logement des travailleurs immigrés de chez Delecourt.

de l'entreprise à une caisse d'allocations complémentai-

Cette lutte victorieuse montre qu'il est possible de gagner, même contre les pires des patrons, dans les pires conditions, pourvu que I'on ose lutter, et pourvu qu'en luttant, on ait pour souci de maintenir et de développer l'unité des travailleurs. Mais ce faisant, on découvre un autre ennemi, embusqué derrière un nom glorieux dont le passé a été

proposé des cartes. On les a

gissait de bulletins d'adhésion. Cela s'appelle manipulation et les grévistes en furent conscients : I'un d'eux disait : «Le parti communiste est venu pour nous proposer son soutien. Il nous a

contre deux ennemis : la bourgeoisie «de droite», comme le directeur technique de chez Delecourt qui étale son racisme et son ignorance, crâne en osant déclarer : «Les Arabes, je les connais, il suffit de taper sur la table, et ils filent !»

prises et on ne les a pas

payées. Mais on ne savait

pas ce que c'était.» Et un

délégué d'ajouter : «On s'est

La section syndicale a élevé

une ferme protestation au-

près de ce journal au titre

prometteur, si on le compa-

re à ses actes. Cela montre à

l'évidence que les travail-

leurs, immigrés ou français,

à Paris et ailleurs, à la

SONACOTRA comme chez

Delecourt, doivent lutter

Mais le piège a échoué.

fait pièger !»

- et les bourgeois «de gauche», ceux du Programme commun, dirigeants du PCF en tête, préts à tous les mensonges, à toutes les combines, à toutes les manipulations, prêts à tout, pour satisfaire leur ambition de devenir patrons à la place des patrons.

Pour les travailleurs, une constatation s'impose qu'importe, si on a des patrons, comment ils se font appeler. C'est le socialisme seul qui supprimera l'exploitation féroce de l'homme par l'homme. C'est la dictature du prolétariat qui saura imposer la loi des travailleurs. Mais pour l'immédiat, et dans cette perspective, c'est contre ce monstre à deux têtes qu'il faut lutter, contre lui qu'il faut bâtir l'unité de la classe ouvrière.

Correspondant HR.



St-Gilles — Gard

Les ouvriers et employés de la boulangerie industrielle Tholone n'ont pas perçu leurs salaires depuis novembre 76.

D'après le patron, les caisses seraient vides. Cependant, les travailleurs étant toujours officiellement employés dans cette entreprise, ils ne touchent ni salaires, ni indemnités de chômage !

Vauvert —Gard

15 mutations arbitraires (nominations en Bretagne I) ont eu lieu à l'entreprise Pont-à-Mousson, Motif invoqué pour ces licenciements déguisés : réorganisation de l'entre-

Domazan — Gard

Jeudi 6 février, les ouvriers de l'entreprise Neptune ont déclenché une grève en demandant une augmentation

Mettant en avant le plan Barre, le patron refuse et leur a envoyé la Gendarmerie en guise de réponse, espérant les intimider...

> Affaire à suivre... Correspondant Nimes

A propos d'un tract TRAVAILLER FRANÇAIS ET ETRE EXPLOITE FRANÇAIS !

Un travailleur marxiste-léniniste de l'usine Socadour à Tarnos, dans les Landes, nous a fait parvenir un tract du PCF local, distribué à la porte de l'usine et intitulé : «Acheter français et fabriquer français» !. Comme le dit notre correspondant : «Qu'ils continuent comme cela, les révisionnistes, à nous sortir d'aussi jolies perles. Avec des faits comme celui-là, on va ouvrir les yeux à pas mal de travailleurs et montrer ce qui se cache derrière les grands mots du PCF sur "le parti des travailleurs"».

Après avoir cité les déclarations de Ceyrac et de Giscard sur le thème «Acheter français», le tract de ces faux communistes souligne : «Les dernières déclarations de MM. Ceyrac et Giscard d'Estaing prouvent donc que, depuis des années, c'était bien les communistes qui avaient raison. Merci, cais : rationaliser par l'élimination des gâchis, donner la priorité aux investissements répondant aux besoins nationaux, défendre le marché intérieur, contrôler les importations, etc. «Oh, certes, personne ne peut croire que MM Giscard d'Estaing et Ceyrac pousseront leur raisonnement jusqu'à ces



messieurs, de cet hommage». Ben voyons, entre gens du même monde, c'est la moindre des choses. Mais comment Ceyrac et Giscard, grands chefs de file des exploiteurs, peuvent-ils se ranger à l'avis des «communistes» ? Ont-ils renoncé à exploiter, à se remplir les poches ? Les travailleurs en tout cas, ne s'en sont pas encore rendus compte !

Mais alors, ne serait-ce pas plutôt ces «communistes» en question qui se Giscard et de Ceyrac /

Nous ne voyons pas d'autre réponse possible.

Le PCF va plus loin que Giscard-Ceyrac

Puis le tract du PCF précise que «les hommes qui gouvernent ne vont pas au bout de leur autocritique». Ils oublient quelque chose que le PCF leur rappelle : «Pour acheter français, il faut produire français», et «à des prix compétitifs».

Voilà qui prouve bien que le Programme commun est un programme bourgeois de surenchère, un programme pour développer le capitalisme français. Et le tract du PCF donne de «bons» conseils au patronat franconclusions logiques», précise le tract. Voyez ce que c'est qu'un homme de droite : pas même conséquent dans ses idées! Alors que le PCF, lui, est conséquent dans son programme pour le développement du capitalisme français ! !! ne va pas contre Giscard et Ceyrac, il va plus loin !

Une exploitation renforcée

Mais les travailleurs saseraient rangés sur l'avis de vent bien ce que cela veut dire «produire plus à des prix compétitifs».

Par exemple, à l'usine Socadour, cela entraina une baisse des effectifs, des départs à la retraite non remplacés, des études pour supprimer un gars par poste dans certains secteurs, une utilisation des contrats temporaires quand il faut bourrer. Cela, rien ne peut le cacher aux yeux des travailleurs, même pas les grands appels lancés par le PCF à la fin du tract, du genre aservir la France». Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que l'on appelle les travailleurs à «produire plus à des prix compétitifs, pour servir la France». La classe ouvrière sait bien qu'en système capitaliste, cela veut dire : accepter une exploitation renforcée.

St-Mathieu-de-Treviers - Montpellier

Encore un patron de «gauche» et de choc

ouvriers il y a un an et demi eraisons économiques», les patrons de la Sometré (sous-traitant) refusent la réintégration du déléqué syndical CFDT. En effet, l'inspection du travail a refusé la demande de licenciement déposée par la direction (pour des motifs hidons).

La direction de cette usine n'est autre qu'un membre du Parti Socialiste, M. Francis Dubois. Ce dernier a adressé une lettre au

Après avoir licencié 22 délégué CFDT dans laquelle il dit notamment : «L'entreprise traverse une passe difficile, il faut que tout le monde soit uni à l'intérieur».

C'est sans doute ce meme sens que ce patron de «gauche» et de choc a réussi à organiser une manifestation de protestation contre la réintégration du délégué,

Patron «de gauche» (PS) dans une municipalité de gauche (PS)... Beau travail messieurs!

Correspondant HR



informations générales

ASSISES CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET LES **MALADIES PROFESSIONELLES**

Organisées par CLISACT à Paris le weekend dernier, ces assises ont réuni près de 500 personnes et marqué une date dans la lutte contre la pollution. Il y avait là des ouvriers (1/4 des participants) de Ferodo, de Bendix, de Brandt, Alc tel, de la Simflex, des ouvriers CFDT de la distribution des eaux, des lignards PTT, des ouvriers de plusieurs usines PUK, des travailleurs du centre de retraitement de La Hague, de Marcoule, des paysans de la Drome, de l'Ille-et-Vilaine, etc. Par ailleurs, un grand nombre de scientifiques, de chercheurs et de techniciens sont venus apporter leur contribution notamment Haroun Tazieff, le professeur Suchel et le professeur Minkowski (médecins) Me Huglo, avocat défenseur des pêcheurs corses victimes de la Montedison, etc.

Cette confrontation des «spécialistes» divers et de travailleurs ayant l'expérience quotidienne de la pollution et de la lutte anticapitaliste pour en diminuer les risques a permis de riches débats. Ceux-ci ont montré tout l'intérêt des connaissances scientifiques et statistiques lorsqu'elles sont mises au service des travailleurs.

Elles permettent de les sensibiliser sur les dangers de certaines pollutions dont les effets ne sont pas immédiats ou ne sont pas aussi graves dans l'immédiat par exemple que des accidents du travail mécaniques. La liaison entre les travailleurs exposés à la pollution et les scientifiques permet également de lutter contre les mensonges du patronat qui se livre à un véritable bourrage de crâne pour tenter de minimiser les dangers ou de faire croire que toutes les précautions sont prises.

Ainsi, un syndicaliste de Ferodo a raconté que dans cette entreprise «moderne» il arrive encore qu'on manie l'amiante à la pelle. Contrairement aux allégations de la chambre syndicale de l'amiante AMISOL n'est donc pas une «exception». Par ailleurs, pour des raisons de rentabilité, les mécanismes de dépoussiérage et d'aspiration ont été installés de telle sorte qu'ils n'éliminent nullement le danger d'abestose.

Enfin, la production a été multipliée par cinq alors qu'on ne peut en dire autant des mesures de protection.

C'est dire que dans tous les cas, la lutte des travailleurs pour imposer des conditions de sécurité est indispensable et irremplaçable.

Ce sont ces conclusions qui ont été développées au cours du débat final de l'assemblée générale de synthése qui réunissait dimanche après-midi les participants.

Le CLISACT se propose de développer des enquêtes de masse, populaires et scientifiques sur les cas de pollution industrielle afin de contribuer par une large information à la lutte des travailleurs contre la pollu-

Nous rendrons compte plus largement demain du contenu, des débats et des forums de ces assises trés fructueuses.

Dioxine: CONCENTRATIONS

DANGEREUSES A 20 km DE SEVESO

D'importantes concentrations de dioxine, le poison répandu «accidentellement» le 10 juillet dernier par l'usine ICMESA de Seveso, ont été décelées dans les productions maraíchères de la proche banlieue de Milan à Nova Milanese, à une vingtaine de km de la source de contamination. La nouvelle a été confirmée par un conseiller municipal de Nova Milanese qui a signalé que les prélèvements dans cette zone n'avaient été opérés qu'en décembre dernier, les autorités ayant jugé au départ tout examen superflu. Selon les résultats transmis mardi par le laboratoire provincial d'hygiène, certains échantillons analysés présentaient des concentrations 500 fois supérieures à la limite tolérable.

On voit donc quels risques le pouvoir n'hésite pas à faire courir à la population en s'obstinant depuis le début à vouloir à tout prix minimiser les conséquences de la catastrophe.

Les autorités isolent la zone «dangereuse» alors que la dioxine a depuis longtemps atteint des concentrations dangereuses alentour.

Aix-en-Provence

SUCCES DE LA SEMAINE **ANTI-IMPERIALISTE**

Durant toute la semaine, à la faculté des Lettres se sont tenus des stands des organisations anti-impérialistes, des réunions débat (sur la situation en Iran, la lutte du peuple palestinien) et un meeting de clôture sur la lutte des peuples d'Afrique.

La semaine était organisée par un comité de coordination comprenant les organisations suivantes : AGEG (Gabon), ASSEC (Comores), AEOM (Malgaches) UEIF (Iran), UGETSP (Tanisie), Étudiants patriotes de Turquie, Étudiants calédoniens, Comité Palestine, Humanité rouge, JCMLF, PCR (ml).

Au cours de la séance d'ouverture, une minute de silence fut observée en hommage au camarade Mao Tsétoung, puis un camarade développa l'analyse de la situation internationale, réaffirmant la justesse de l'analyse des trois mondes et la nécessité de combattre avec toujours plus de force les deux superpuissances ennemis principaux des peuples.

TENTATIVE DE SABOTAGE DU PCF

Méliand, président de l'université, est militant du PCF. Sous prétexte qu'on entravait le travail des étudiants et qu'on dérangeait le personnel de la faculté, il a menacé de nous vider. Profitant de la nuit, il a fait enlever une partie des tables et chaises nécessaires à la tenue des stands. Alors que quand l'UNEF ou le PCF organisent stands et meetings dans le hall, ils ont tout le matériel qu'ils veulent et «eux ne génent personne»!

POURQUOI UNE TELLE ATTITUDE DU PCF ?

Les organisations visées sont celles qui osent dénoncer l'hégémonisme des deux superpuissances, qui osent dénoncer l'impérialisme et en particulier l'impérialisme français.

En effet, ce parti, dit communiste français, soutient activement les visées expansionnistes de l'URSS ainsi que la politique coloniale et néocoloniale de l'impérialisme français.

Un tract unitaire fut distribué toute la journée pour dénoncer cette atteinte à la liberté d'expression et montrer la véritable nature du

Le soir même, le viceprésident de l'université nous convoquait en nous demandant d'excuser son ami Méliand qui, paraît-il, s'emporte facilement!

Le succès du meeting de clôture sur la iutte des peuples d'Afrique montre s'il en était encore besoin l'isolement grandissant des révisionnistes et des trotskistes. Au cours de ce meeting, ont été particulièrement applaudis un message de solidarité des étudiants d'Aix, et une intervention d'un camarade de la Jeunesse Monima (orgazisation patriotique malgache). De nombreux mots d'ordre furent repris par la salle : «Tiers monde unité!» «La guerre des peuples est invincible !»

Un succès qui encourage tous les anti-impérialistes à poursuivre dans cette juste voie.

> Correspondant HR Aix-en-Provence.

Marseille

Non aux heures supplémentaires A travail égal, salaire égal Amélioration des conditions de travail

Ni plan Barre, ni Programme commun Abstention UNION, ACTION REVOLUTIONNAIRE **DES MASSES**

Les marxistes-léninistes de «L'Humanité rouge» (secteur social) vous invitent à participer à une réunion-débat

LE JEUDI 3 MARS A 20 H 30 Salle Lacordaire, rue Sainte-Victoire Marseille 13006

Clermont-Ferrand

Du 4 au 11 mars, tous les jours de 14 h à 19 h. au centre Loisirs et Rencontres : Exposition photographique «ALBANIE AUJOURD'HUI»

JEUDI 3 MARS A 20 H 30 : Conférence sur «La vie quotidienne et la santé», par le Docteur A. Behar, secrétaire général de l'AAFA.

JEUDI 10 MARS A 20 H 30 : Montage de diapositives par trois Clermontoises ayant visité l'Albanie l'été dernier.

VENDREDI 11 MARS, A 20 H 30 : «Des pioches et des fusils», film documentaire de J. Bertolino réalisé pour l'ORTF. La projection sera suivie d'un débat.

Ces trois soirées auront lieu au Centre municipal Loisirs et Rencontres, ancien lycée Blaise Pascal, 3, Rue Maréchal Joffre.

Semaine anti-impérialiste

dédiée au Président Mao-Tsé-Toung le plus grand révolutionnaire de notre époque

DU 26 FEVRIER AU 5 MARS

à la Cité Internationale bd Jourdan

Métro Cité universitaire

MARDI 1 er MARS MAISON DE NORVEGE DE 15 h à 23 h

Intervention de l'UNEECI (Côte d'Ivoire) Intervention de l'UNECA (Centrafrique) Intervention de l'AMFP (France-Palestine) «Palestine», film avec débat



LES DEUX SUPERPUISSANCES L'IMPERIA LISME AMERICAIN, LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIE

SOUTENONS LA LUTTE DES PEUPLES eTLEURS JEUNESSES CONTRE L'IMPERIALISME, LE SOCIAL-IMPERIALISME, LE FASCISME, LE SIONISME, LE RACISME, LE COLONIALISME, LE NEO-COLONIA-LISME, L'HEGEMONISME eT LA REACTION!

JEUDI 3 MARS MAISON D'ITALIE A 20 H

Intervention de l'AEOM (Madagascar) Intervention de l'ASEC (Comores) Intervention de l'AGEG (Gabon) Intervention du FUDE (Espagne) Intervention de l'UNEK (Kameroun)



cinéma

Un film russe

«Je demande la parole»

de Gleb Panfilov

Cela se présente comme un «drame sociologique»: lors de la mort accidentelle de son fils, une citoyenne soviétique modèle (maire de sa ville et député au soviet suprême de Moscou) se remémore l'histoire de sa vie depuis son mariage.

Problèmes familiaux et sociaux, problèmes idéologiques, problèmes de la gestion d'une ville, problèmes de direction politique des intellectuels et des artistes, le film aborde tout cela en cherchant à «faire vrai».

On retrouve certaines caractéristiques de «La Prime», sorti en France, il y a un an : la société russe n'y est pas toute rose, on montre des comportements individualistes, la bureaucratie, l'influence des mœurs occidentales (les enfants écoutent les Beatles et voudraient avoir une datcha).

Mais co mme dans «La Prime», cette optique prétendument critique dissimule une habile propagande pour le régime.

Et ça marche : la presse bourgeoise est unanime à louer le film. La VO et l'Humanité vont même plus loin : leurs rédacteurs critiquent le manque de libertés en URSS à travers certaines scènes du film, se félicitent que ce dernier ait échappé à la censure (!). Bref, le gros cinéma.

UNE HABILE PROPAGANDE POUR LE REGIME

Quel est le contenu de cette propagande ? Essentiellement, elle vise à améliorer l'image des cadres et à dissimuler l'origine réelle de la crise du régime, à savoir la restauration du

capitalisme.

Bien entendu, le film masque également la férocité de l'oppression socialfasciste exercée contre le peuple, et la résistance qu'elle rencontre.

Le scénario nous montre cette femme, cadre du Parti à un niveau élevé, comme faisant partie du peuple : on la voit vivre simplement, avec son mari et ses enfants. Elle pleure d'émotion lorsqu'elle apprend sa nomination, elle pleure également lorsqu'elle apprend l'assassinat d'Allende.

Face à l'individualisme, dans sa famille ou parmi les autres cadres, elle fait preuve d'une sorte de dévouement humaniste et entêté, dans le style «bonnes œuvres», correspondant à peu près à la morale catho.

Ses enfants disent qu'elle est «idéaliste» ! En effet, dentiel «sans usines» sur

elle ne veut pas de datcha, ses vétements sont démodés, elle refuse de pistonner les joueurs de foot de l'équipe que dirige son mari.

Les nouveaux tsars veulent nous faire gober que pour l'essentiel, leur pays serait dirigé par des petits saints ou des bonnes sœurs dévouées au peuple, incorruptibles, luttant à contrecourant contre les «difficultés de l'édification du socialisme» Ben voyons !

La dictature de la nouvelle bourgeoisie et le profit comme critère unique sont également niés : un maire s'était consacré à la construction de bains-douches. le suivant aux équipements sportifs ; quant à «l'héroine», elle veut construire un pont sur le fleuve pour développer un quartier résil'autre rive. Tout ceci en fonction de leurs idées personnelles, par dévouement.

Une scène du film est particulièrement intéressante : un auteur dont la dernière œuvre est censurée demande l'aide de madame le

Celle-ci lit la pièce et la critique : elle est trop négative et il y a trop de sexe. Il faut des piècesmodèles (mais oui !) où on insiste sur les aspects positifs pour encourager les gens, à aller de l'avant, Mais finalement, la pièce est en scène sans modifications.

Cette scène veut montrer deux choses : d'une part, si la censure existe, c'est dans un but louable, pour faire progresser la société ; d'autre part, le régime fait quand même preuve d'ouverture d'esprit et admet la critique. Les intellectuels et artistes peuvent s'exprimer librement.

lessivé son appartement à la main (on a beau être une dirigeante, on n'en est pas moins une ménagère ordinaire), notre maire part à Moscou pour assister à la séance du Soviet suprême. Elle veut «demander la parole» et réclamer des crédits pour construire son pont. Autrement dit, même s'il existe une bureaucratie un peu lourde, on peut vaincre son inertie avec de l'initiative et de la percévérance. Bref, un régime démocratique au service du peuple. Dans la presse russe, les critiques commentaient le film en disant : «Avec sa ténacité, elle finira par l'avoir son pont».

MALGRE TOUT DES CONTRADICTIONS INSURMONTABLES

Tous les efforts des larbins de Brejnev en matière

A la télévision du 2 au 8 mars

FR 3 20 h 30 mercredi 13 UN FILM, UN AUTEUR L'HOMME SAUVAGE

Un autre Western : L'Arizona en 1881. Sam Warner a passé 20 ans de sa vie comme éclaireur d'un détachement militaire chargé de «maintenir» les Apaches dans leur réserve.

Le héros est déjà quelqu'un de bien , un officier colonisateur.

Sa dernière mission consiste à rattraper une bande d'Indiens qui a franchi la frontière. Parmi eux, il découvre une jeune femme blanche, Sarah, et son fils, un métis de 8 ans: L'affaire se corse: En plus de la chasse aux Indiens, on ajoute un épisode sur le théme «Ne touchez pas à la femme blanche».

Warner va essayer d'arracher la femme blanche aux Indiens. Voilà une intrigue sur fond de colonisation. C'est par l'«Indian Renoual Act» signé en 1830 par le président Jackson, que l'on rendit systématique la déportation des Indiens à l'ouest du Mississippi. C'est à partir de ce moment que l'on exterminera les tribus qui refusaient cette déportation. Le déplacement d'une aussi importante population détruisit l'équilibre naturel de la région et provoqua des famines.

La lutte reprit. Les héros de la guerre civile furent désignés pour réprimer les Indiens : Sherman a pu dire: «Nous devons répondre aux sioux avec une ardeur agressive, disait-il, même s'il faut aller jusqu'à les exterminer, hommes, femmes et enfants. Il n'y a pas d'autre solution pour aller jusqu'à la racine du problème.»

Armés de ces principes, les «américains» ne négligérent rien pour tenter de supprimer les Indiens et pour leur prendre leur terre.

Pour détruire les Indiens, on détruisit leurs sources de subsistance. On faisait bruter par l'armée, l'herbe et les près sur de larges surfaces afin de supprimer le fourrage des bisons et des chevaux indiens.

Vers 1871, ce fut la destruction systématique des bisons qu'on utilisait pour le cuir. Quand ils eurent détruit les sources de subsistance des Indiens, il ne resta plus aux colons qu'à resserrer les mailles du filet pour terminer de les ex-

> Mardi 1er mars TF1 21 H 30 LE MONDE DES PEINTRES NAIFS ITALIENS

Il s'agit bien d'un monde à part. Après les peintres

les peintres italiens. Ce sont des peintres issus du milieu populaire. Ils sont paysans, maçons ou pêcheurs. N'allez pas croire qu'ils font pour cela des œuvres qui parlent de leur problème, de leur lutte. Non, ce ne sont pas des œuvres d'«aigris», au contraire, c'est une vision «émerveillée-du-monde-vupar-des-gens-simples».

Leurs sujets : la représentation des thèmes bibliques, des scènes religieuses, mystiques. La bourgeoisie tolère que les travailleurs fassent des œuvres d'art pourvu que contenu de ces œuvres soit bourgeois.

Vendredi 4 mars Antenne 2 20 H 30 FACHODA

L'affaire de Fachoda : c'est au moment où la colonisation de l'Afrique allait se terminer, peu avant la guerre de 14 (guerre interimpérialiste pour un repartage du monde). Envoyé pour coloniser un peu plus l'Est africain, le capitaine Marchand et sa «mission» (lisez sa troupe de tueurs) se heurtent aux sources du Nil, à la puissance anglaise qui entend rester l'«unique» puissance coloniale d'un cempire africain allant du cap de Bonne Espérance au

Pour éviter un conflit armé avec le gouvernement de Londres, le gouvernement français donne à Marchand l'ordre d'évacuer le village de Fachoda auquel il était parvenu. Cette capitulation a été alors ressentie comme une insulte à l'impérialisme français.

C'est en fait un épisode de la colonisation que va nous servir la télévision saucissonné en six épisodes pour qu'on ait le temps de bien deguster. Ce film est une véritable insulte aux peuples d'Afrique. La bourgeoisie impérialiste nous montre, par le petit bout de la lorgnette les luttes de cliques entre Marchand qui veut «pousser plus à l'est» et les trafiquants d'armes qui préférent continuer leur trafic dans un territoire «incontrôlé».

Bien sur, comme dans les films de Tarzan, les rapports Européens-Africains sont peints sous un jour raciste. Le tout est saupoudré d'exotisme de pacotille.

Décidément, la bourgeoisie impérialiste française frappée par la crise, en butte aux travailleurs de France et aux peuples du tiers monde. se met à réver à son passé. C'est Sardou à la radio avec «Le temps des colonies», ce sont les films colonialistes à la télé. Mais il y a des réveils qui sont durs.



Lisa, maire de la ville et député de Soviet suprême, «suggère» à un écrivain contestaire de «modifier» sa pièce.

C'est un mensonge pur de propagande n'aboutissent passe en URSS. Les intellectuels bourgeois ont toute liberté de répandre dans le peuple leur idéologie décadente et pourrie (pomographie, individualisme, arrivisme, ...). La censure n'existe que pour empêcher le peuple de crier sa haine de classe contre la bourgeoisie social-fasciste, pour interdire toute dénonciation politique du capitalisme d'État ou du social-impérialisme.

DEMAGOGIE SUR LA LIBERTE

La fin du film porte encore sur la liberté et la démocratie, preuve qu'il s'agit là d'un point sensible en URSS, et pour cause ! (c'était aussi le thème de «La Prime»). Après avoir

et simple ; en réalité, c'est qu'à mieux révéler les difexactement l'inverse qui se ficultés insurmontables dans lesquelles ils sont enlisés jusqu'au cou.

Ils ont peur du peuple, ils ont peur d'être démasqués pour ce qu'ils sont réellement, et les voilà réduits à sortir des films à l'eau de rose ! L'héroine déclare que «ca coûte cher d'être à l'avant-garde» et que «les gauchistes opposent leur socialisme imaginaire à notre socialisme réel ; ils ne connaisent pas nos problèmes».

Vos problèmes, on les connait et on s'en réjouit. Ils nous montrent que les peuples d'URSS vont bientôt vous faire payer très cher votre «socialisme réel», votre tyrannie social-fasciste.

Un lecteur

l'Humanité Rouge

Les trois mondes (2)

URSS-USA RIVALITE OU COLLUSION?

L'an passé, le monde entier contemplait sans surprise, astronautes américains et soviétiques, cabriolant en commun dans l'espace, en vertu d'un accord de coopération scientifique.

Il y a deux jours, un avion de l'Aeroflot convoyait de Moscou à Washington, le rein d'un Soviétique décédé, destiné à être greffé sur un citoyen américain, en application d'un accord médical. Deux mois auparavant, dans les salons du Kremlin, Brejnev en personne discourait devant une pléïade d'hommes d'affaires américains venus explorer de nouvelles possibilités de contrats commerciaux avec l'URSS.

DES FAITS CONTRADICTOIRES

A l'ONU, il n'est pas rare de voir les représentants américains et soviétiques voter dans le même sens : c'était le cas hier pour refuser la création d'une zone

économique maritime de 200 milles marins pour sauvegarder leur monopole nu-

«Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie». Lénine «L'impérialisme, stade suprème du capitalisme».

cléaire, comme c'est le cas aujourd'hui pour défendre leur droit de veto au Conseil de sécurité, contesté désormais par la majorité des petits et moyens pays.

Tout cela se situe bien dans le droit fil du fameux acte final d'Helsinki sur la sécurité en Europe, contresigné par les deux superpuissances et vise à accréditer la fable de la coopération, de la détente et de la paix.

Mais dans le même temps, toute la presse occidentale s'enfièvre en découvrant que l'équilibre militaire entre l'est et l'ouest est désormais sérieusement modifié au profit de Moscou. Une polémique s'engage au sein des états-majors de l'OTAN sur l'hypothèse d'une attaque éclair des Soviétiques et le général Close publie un livre, «L'Europe sans défense ?», qui est un véritable cri d'alarme.

Pourquoi cet émoi si le monde est véritablement entré, comme on l'affirme de part et d'autre, dans une «ère de détente irréversible» ?

Pourquoi ces rounds interminables et stériles autour des tables de négociations de Vienne sur le désarmement nucléaire, ou ces marchandages sans issue sur les «Backfire» et les «Cruise» dans le cadre des accords «Salt 2» qui n'arrivent pas à voir le jour ? Pourquoi, derrière tous les «points chauds» de la planète, retrouve-t-on la marque évidente de l'activité agressive des deux superpuissances, comme en Angola, au Liban, dans l'océan Indien, en Méditerranée.

LA MISE EN COUPE RÉGLÉE DES RICHESSES DU MONDE

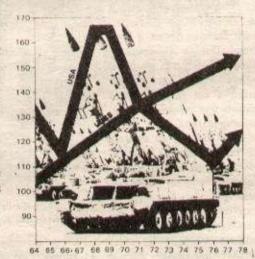
De leur aveu même, l'âpre conflit d'intérêt qui les oppose pour la domination du monde se noue particulièrement en Europe :

A Kissinger qui affirme : «L'équilibre des forces dans le monde dépend du fait que les USA sont capables ou non d'empêcher les forces armées, les forces humaines de l'Europe occidentale de tomber dans les mains d'un pays agresseur »,

Gromyko répond en écho : «Notre sort dépend du fait de quel tournant prendront les événements en Europe».

Pour se disputer cette région essentielle qu'est l'Europe, les deux superpuissances se livrent à une guerre sourde politique, économique, militaire, qui n'épargne aucun point du globe.

Sur le plan de la puissance économi-



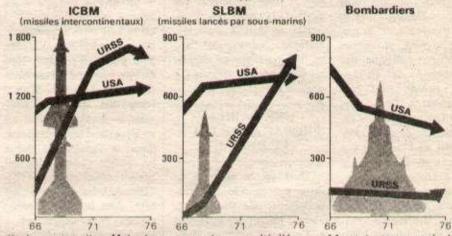
que, l'URSS est loin d'égaler les États-Unis. Le produit national brut des USA en 1976 se chiffrait à 1 516 milliards de dollars, alors que celui de l'URSS n'atteignait que 607 milliards de dollars US.

Le déficit de l'URSS dans ses échanges commerciaux avec les USA et d'autres pays industrialisés a atteint en 1975 la somme de 3 665,5 millions de dollars US. L'exemple le plus frappant concerne l'achat de céréales. Étant incapable de résoudre la crise agraire qui la frappe, l'URSS a acheté aux USA près de 7 millions de tonnes de céréales. Elle a même signé l'an passé un accord suivant lequel l'Union soviétique achètera pendant 5 ans 6 ou 8 millions de tonnes de blé et de maïs aux USA.

Ces accords économiques passés entre les deux superpuissances manifestent la Début février, l'hebdomadaire français «Le point» publiait un certain nombre de graphiques qui soulignent avec éloquence l'énorme effort de guerre soviétique. Nous en reproduisons ci-dessous quelques-uns.

ARMEMENTS STRATEGIQUES

(nombre d'appareils)



collusion entre elles. Mais si on y regarde de plus près, il ne sera pas difficile de voir que ces accords nourrissent des désaccords, que cette collusion entretient la rivalité pour la domination du monde.

L'achat de céréales aux USA permet à l'Union soviétique non seulement de palier son agriculture défaillante, mais aussi de constituer des réserves de guerre et de spéculer sur le marché mondial en faisant grimper les cours mondiaux. Lorsque le social-impérialisme spécule sur le marché mondial des céréales, c'est une partie de la guerre commerciale que se livrent les deux superpuissances pour la conquête des marchés et la domination mondiale. Lorsque ce même pays constitue des stocks de guerre, cela fait partie de la course effrenée à laquelle se livrent URSS et USA pour accélérer leurs préparatifs de guerre. Cela est tellement clair, que de nombreux responsables politiques ou militaires américains ont protesté et critiqué l'an passé leur gouvernement pour avoir autorisé ces accords.

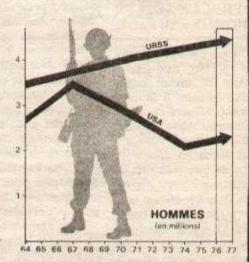
LA COURSE AUX ARMEMENTS S'INTENSIFIE

L'impérialisme aboutit inévitablement à la guerre. Cette loi a été démontrée dès les premiers jours de la naissance de l'impérialisme. Elle a sa source dans «l'inégalité du développement économique et politique» des différents pays impérialistes.

Depuis que le pouvoir du parti et de l'Etat en Union soviétique a été usurpé par les révisionnistes et que l'URSS s'est ainsi transformée en social-impérialisme, l'Union soviétique et les USA rivalisent dans l'espoir de régenter le monde : les guerres n'ont jamais été plus fréquentes et ont atteint pratiquement tous les points du globe. Ces dernières années, l'URSS a consacré toutes ses forces en vue d'atteindre la supériorité militaire sur les États-Unis.

Ces dix dernières années, les révisionnistes soviétiques ont effectué plus de cent expériences souterraines, leurs engins balistiques intercontinentaux ont été multipliés par 14, et le tonnage de leur marine a été multiplié par dix.

Dans cette lutte acharnée, le rapport de forces des deux brigands internationaux est inégal et c'est là une tendance qui se développe. L'impérialisme US domine de larges régions du monde où il cherche à préserver son influence et ses profits. Mais il perd du terrain car les peuples qu'il opprime depuis lonttemps sont dressés pour le chasser et remportent des victoires importantes. Le social-impérialisme en profite pour tenter de s'infiltrer.



Aux peuples et aux pays du tiers monde il parle d'«internationalisme prolétarien» d'«aide généreuse et désintéressée». Mais quand il est dans la place, il se comporte comme un nouveau tyran semblable à l'ancien. Le peuple cubain, le peuple angolais, le peuple indien en savent quelque chose, comme le peuple égyptien qui l'a jeté dehors.

Certes, les deux superpuissances se retrouvent d'accord sur un point : interdire aux peuples du monde de prendre leur sort en main, museler les petits et moyens pays. Mais cette entente est bien limitée, car la préoccupation fondamentale qui dirige leur comportement est de régler, entre elles, la question de savoir qui l'emportera sur l'autre, qui sera le maître du monde. Toutes les leçons de l'histoire sont là pour nous rappeler que cette question se règle par la force, par la guerre impérialiste sur le dos des peuples.

Directrice de publication : Suzanne Marty

Distribution : NMPP

IMP : La Nouvelle